

## ETAT DES LIEUX DU SYSTEME DE RETRAITE

# Agir pour sa pérennité de toute urgence

*Il nous a semblé utile de donner aux lecteurs quelques chiffres sur l'état des lieux du système de retraite. Ces éléments statistiques sont contenus dans le rapport du groupe tripartite sur les retraites, remis il y a quelques mois.*

*Il n'est pas exhaustif et il a tendance à trop noircir le tableau afin de mieux justifier les objectifs du gouvernement à poursuivre la remise en cause d'un certain nombre d'acquis et surtout empêcher la préservation du système en vigueur au profit des futurs et actuels retraités.*

*Nous vous livrons ces données telles qu'elles ont été publiées dans ce document. A nos lecteurs d'apprécier.*

*Le débat est ouvert.*

“**D**urant la période 1997/2002, les recettes ont évolué à un rythme moyen de 21,95 %. Cette évolution est nettement insuffisante pour faire face aux obligations du système de retraite vis-à-vis de ses pensionnés. La faiblesse des recettes s'explique par :

- La situation générale de l'emploi qui a fait que le nombre de cotisants stagne autour de 3 000 000 de salariés alors que le nombre de bénéficiaires est passé de 1 072 698 à 1 461 247 pensionnés actuellement.

- Si en 1986, 8 salariés cotisaient pour assurer le paiement d'une pension de retraite, en 2002 moins de 3 salariés assurent la même dépense.

- Le taux de cotisation n'a jamais été en adéquation avec le niveau des avantages servis par le système de retraite : dès l'application des nouvelles lois de Sécurité sociale en 1985, le taux retenu était de 7 % alors que le BIT (\*) recommandait un taux de 12 %. Ce taux a été porté à 11 % en 1991, 12,5 % en 1998, 14 % en 1999 et 16 % (9,5 % employeur et 6,5 % salarié) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

- Une grande partie du secteur agricole et des non-salariés échappent à l'affiliation à la Sécurité sociale.

- Il est enregistré également des sous-déclarations de salaires dans certains secteurs d'activité.

Durant la période considérée, les dépenses ont évolué à un rythme beaucoup plus important que celui des recettes, soit un taux moyen d'évolution de 26,66 % qui s'explique par :

- l'accroissement important du nombre de pensionnés ; en l'espace de 5 ans, le nombre de pensionnés s'est accru de près de 40 % ; il passe de 1 072 698 en 1997 à 1 461 247 retraités en 2002 dont 180 690 dans le cadre du dispositif de

facilitation des départs en retraite ;

- l'accroissement du taux moyen de la pension ; l'allongement de la durée des carrières (20 ans en 1990 et 27 ans en 2002) s'est traduit par l'augmentation du taux moyen de la pension de retraite qui est passé de 50 à 67,5 % du salaire cotisable ;
- l'augmentation de l'assiette de calcul de la pension de retraite sous l'effet conjugué de l'évolution des salaires et de l'intégration de la quasi-totalité des primes et indemnités dans l'assiette de calcul de la pension.

- l'indexation sur le SNMG (\*\*) du minimum de pension et de la majoration pour conjoint à charge ; cette indexation a fait que le minimum des pensions de retraite



te (75 % SNMG) est passé de 800 DA en 1990 à 7 500 DA le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Pour cette même raison, la majoration pour conjoint à charge est passé de 524 DA en 1991 à 1 731 DA à partir du 01/09/1998.

Depuis le 01/01/2000, le montant de cette indemnité est ramené à 700 DA/mois avant de passer à 1 000 DA/mois à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003 ;

- Le relèvement du montant minimum des pensions moudja-

hidine qui passe de 1,5 à 2,5 fois le SNMG a fait que ce minimum qui était de 6 000 DA en 1994 a atteint 20 000 DA le 01/01/2001 et 25 000 DA le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;

- le financement de l'ICPR (indemnité complémentaire pour pension de retraite) qui depuis le 01/07/1994 a été mi à la charge de la CNR. La dépense annuelle moyenne effectuée dans ce cadre s'élève à un (1) milliard de dinars ;

- la revalorisation des pen-

sions et allocations de retraite dont la dépense annuelle moyenne avoisine 3 milliards de DA ;

- le nouveau dispositif de facilitation de départ à la retraite dont le coût pour les années 1997 à 2002 est de 74,66 milliards de dinars.

Les déficits successifs ont obligé la CNR (Caisse nationale de retraite) à puiser dans ses réserves pour faire face à ses obligations. En 1986, la CNR disposait d'une réserve de 11,84 milliards de dinars qui correspondait à une couverture de 32 mois de pensions. Ces réserves sont aujourd'hui totalement épuisées.

Afin d'assurer le paiement régulier des pensions, la CNR a eu, par la suite, régulièrement recours ;

- à l'utilisation de l'excédent dégagé par le régime de retraite anticipée ;

- à la prise en charge par le budget de l'Etat des dépenses de solidarité nationale (compléments différentiels sur pensions) dans le cadre de la gestion pour compte."

(\*) BIT : Bureau international du travail

(\*\*) SNMG : salaire national minimum garanti.

## Courrier des lecteurs

### Où se trouve la CNR ?

Suite à la lettre que j'ai reçue de la préfecture de la région Ile-de-France, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me donner l'adresse de la Caisse nationale de retraite algérienne.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, recevez, monsieur, mes salutations les plus distinguées.

M<sup>me</sup> Kahia Fatima,  
cité PLM, bloc 7, n°47  
Bourouba, El-Harrach, Alger

**REPONSE :** Vous pouvez vous adresser à l'agence CNR d'Alger, boulevard Bougara, El-Biar, ou carrément à la direction générale, cité Les Vergers, Birkhadem, Alger.

### Les droits d'un gendarme en retraite

Je viens vous exposer mon problème qui est comme suit : mon mari est un gendarme ayant travaillé de 1964 à 1968. Devenu malade mental, il a quitté.

Ayant atteint l'âge de la retraite, nous avons écrit plusieurs lettres à la Gendarmerie nationale et au ministère de la Défense, qui sont restées sans réponse.

Je vous prie de bien vouloir me répondre s'il a droit à une retraite ou non. Si oui, à qui dois-je m'adresser ?

M<sup>me</sup> S. A. Tizi-Ouzou  
(Draâ-El-Mizan)

**REPONSE :** A-t-il été licencié de la gendarmerie ou a-t-il été licencié ? S'il a

une affection chronique invalidante ne permettant pas qu'il poursuive ses activités professionnelles, a-t-il fait valoir ses droits à l'assurance-maladie auprès de la Caisse militaire de Sécurité sociale ?

Il faut nous donner des précisions afin que nous puissions vous donner la réponse appropriée.

En attendant, il faut saisir le service social de la Gendarmerie nationale et la Caisse militaire de Sécurité sociale. Nous attendons de votre part des informations complémentaires.

### A propos de la prime de retraite pour les fonctionnaires

*Salam alikoum* et que Dieu vous bénisse pour l'aide que vous apportez aux retraités. Personnellement, je ne peux concevoir ou admettre la prime de retraite versée aux agents de la fonction publique.

Ce n'est pas une aumône mais une insulte pour un fonctionnaire intègre qui après de loyaux services et une vie pleine de sacrifices pour cet Etat algérien.

La réalité amère fut cette prime de 10 000 DA ou un million de centimes remise après 6 mois de retard, le score et la frustration remplaceront les nobles sentiments qui l'avaient animés durant toute sa carrière (début 1963).

Les primes de retraite sont versées par les œuvres sociales des administrations, mais ne sont pas homogènes. Par exemple, les gars de la Sécurité et de l'armée percevront une prime de 46 millions. Ceux des assurances une somme égale à 2 années de salaire. Chaque secteur avantage ses

employés sauf de la Fonction publique.

Pour revenir sur mon cas, père de 5 enfants, je suis en retraite depuis le 1<sup>er</sup> mars 2000 avec comme situation financière le néant du fait que durant 20 ans passés ici à Tam, mon salaire ne m'a permis que de vivre. Je souligne que je suis aux impôts depuis 1963 à mars 2000, mais heureusement Dieu est grand et qu'il n'a pas voulu me voir humilié. De fait, il y eut un enchaînement rapide de la CNR qui m'a mandaté le 22 mars 2000.

Je voudrais que vous nous releviez exactement cette prime de chaque secteur.

Ces œuvres sociales sont-elles conscientes de la situation des retraités qui peuvent attendre parfois de longs mois pour percevoir leur 1<sup>er</sup> mandat ?

Nos responsables (100 %) sont à l'abri du besoin, ils doivent avoir le courage d'assurer à leurs retraités un avenir serein et digne des honnêtes personnes.

La première solution contre la corruption, c'est que le fonctionnaire doit vivre à l'aide financièrement et avoir une retraite dorée. Un Etat fort ne l'est que par ses fonctionnaires intègres.

La dégradation de l'Etat provient de l'appauvrissement de ses commis. De 1963 à 1980, il y a eu un Etat fort avec des commis aisés et intègres ; à partir de 1980, ce fut le gouffre pour les deux parties.

Mes salutations les plus respectueuses.

M. Zerkine Brahimi  
Retraité des impôts  
Sersouf P65 Tamanrasset

P. S. : Je voudrais écrire deux lettres, l'une au ministère des Finances, l'autre pour le ministre de la Justice. Comment doit-on procéder pour les envoyer ?

Soir d'Algérie,  
espace  
"Retraite"  
1, rue Bachir-Attar,  
place du 1<sup>er</sup>-Mai, Alger  
Fax : (02) 67 06 56  
E.mail :  
soirretraite@hotmail.com